

années à la Chambre. J'espère qu'on nommera un nouveau ministre à la tête de ce ministère. Certaines de ces difficultés sont sans doute passagères. Avec un nouveau ministre, nous pourrions compter sur l'élaboration de programmes nouveaux.

On n'a pas consulté les députés sur le remaniement des circonscriptions. Il suffit de considérer une carte du Canada et la redistribution des sièges pour constater qu'on a cyniquement gaspillé les talents locaux en omettant de consulter les députés en question. Le peuple nous respecte. Autrement, nous ne serions pas ici. Un grand nombre de nos électeurs pensent que nous sommes trop payés. Je ne le crois pas personnellement. J'estime qu'un bon député est insuffisamment payé et qu'un député qui n'est pas consciencieux ne devrait pas être payé du tout. Si nous voulons être respectés dans nos circonscriptions, nous devons adopter cette attitude et accorder ce service au public. Si les députés fédéraux et provinciaux s'acquittaient bien de leur tâche on n'aurait guère besoin d'un ombudsman. A mon avis, les services régionaux seraient entièrement inutiles et ne feraient qu'alourdir la bureaucratie et les dépenses pour un contribuable déjà surchargé d'impôts. A quoi bon bûcher, et maintenir le contact avec nos électeurs si le gouvernement écarte cyniquement les données détaillées que nous sommes disposés et capables de fournir dans l'espoir d'être utiles.

J'ai l'intention d'écrire au ministre des Postes au sujet de celles-ci. On prévoit la construction d'un nouveau bureau de poste dans un village où la population diminue de jour en jour. Ce village possède un service postal très suffisant. Personnellement, j'ai interrogé au moins la moitié de ses habitants et la plupart des gens auxquels j'ai parlé estimaient inutile d'améliorer les services locaux. On va probablement construire un bureau de poste moderne et excellent même si l'on n'en a pas besoin.

On a fermé un grand nombre de bureaux de poste, surtout pour des raisons d'économie. Je demande instamment au ministre des Postes de faire une enquête détaillée, avant qu'on ferme un grand nombre de ces bureaux, pour s'assurer qu'aucun ancien combattant ne perdra ses moyens d'existence. Je sais qu'ils ne retirent pas énormément des bureaux de poste, mais dans de très nombreux cas, ces personnes ont en outre un petit magasin. Sans le bureau de poste, le magasin ne représenterait pas grand-chose. Le revenu du bureau de poste peut être très minime. Il peut ne signifier que 20 p. 100 du revenu global, mais le bureau de poste a un avantage et, parfois, le revenu additionnel suffit pour que le propriétaire ne tombe pas en faillite et vienne grossir la population citadine de nos villes toujours

[M. Bigg.]

congestionnées, où il deviendrait peut-être un autre numéro sur les listes des assistés sociaux.

• (4.10 p.m.)

Voilà des exemples de la société juste à laquelle songent les tribuns. Cette année n'est pas une année d'élections et je ne crois pas que l'an prochain en soit une non plus. Cependant, ces gens n'oublient pas; ils comptent non seulement sur les membres du parti libéral, mais sur tous les hommes politiques de tous les niveaux, pour obtenir la société juste. Pour l'amour du ciel, ne soyons pas cyniques à ce sujet. Le parti libéral est un grand parti, mais si ses partisans en arrivent à se croire les seuls à s'intéresser à l'avenir du Canada, alors la nation en souffrira et ce sera notre décadence à tous. Il existe un très grand nombre de personnes qui, tout en ne se trouvant pas associées au parti libéral actuel, ont à cœur le bien-être du Canada. Ce serait une profonde erreur de croire qu'un parti au Canada possède le monopole de ces sentiments.

Je ne devrais pas avoir à le mentionner mais je crois nécessaire de le faire parce que c'est ainsi que je suis traité. Je n'ai pas reçu depuis six ans une lettre qui ne me demandait pas mon opinion sur les Postes. Je représente une importante région de 58,000 âmes. Depuis les 15 années que je l'habite, j'en ai visité presque tous les foyers. A cause de cela, je possède des renseignements détaillés que je mets à la disposition de tous les ministres de la Couronne. S'ils ne les utilisent pas, c'est de leur faute et non de la mienne et des gens que je représente. Si c'étaient la norme autrefois et si ce l'est encore aujourd'hui, alors il faut innover; nous ne aurions nous y appliquer trop tôt.

La presse et les autres moyens d'information manifestent beaucoup trop de cynisme. Ce sentiment traverse nos frontières en provenance d'autres pays. La démocratie a de puissants ennemis dans notre pays et à l'étranger. Si nous ne nous unissons pas, si nous ne serrons pas les rangs, ils auront raison de nous, un à un. Dans le monde aujourd'hui, les gens qui ont des idées vraiment démocratiques sont de très loin les moins nombreux. Il nous faudra travailler ferme au cours des 25 prochaines années pour assurer la survie de la démocratie au XXI^e siècle.

Les secrétariats régionaux qu'on est à établir ne seront efficaces que s'ils sont pourvus de moyens de recherche dont les députés pourront aussi se servir. Je ne prétends pas tout savoir en ce qui concerne mon district. S'il existe un organisme fédéral en Alberta pour fournir au bureau du premier ministre des renseignements que je ne possède pas et que, peut-être, je ne peux pas obtenir,